



La liberté de la presse attaquée à Madagascar : Halte aux intimidations !

La CGT dénonce avec la plus grande fermeté **les pressions scandaleuses exercées par les autorités malgaches** contre **Gaëlle Borgia** (France 24, TV5Monde) et **Pauline Le Troquier** (RFI).

Depuis plus d'un mois nos deux consœurs font face à une véritable campagne d'intimidation orchestrée par le gouvernement malgache. **Leur "faute" ? Avoir fait leur travail de journalistes** : une enquête sérieuse, rigoureuse, diffusée sur RFI et TV5Monde, remettant en cause la version officielle sur une intoxication alimentaire à Ambohimalaza, qui a causé la mort de 32 personnes.

Suite à l'enquête, elles sont menacées de poursuites judiciaires, accusées de "trouble à l'ordre public" et de "délit de presse", ciblées par des courriers officiels exigeant leur éviction immédiate, et visées par une campagne de dénigrement public, jusqu'au sommet de l'État. Le président malgache Andry Rajoelina, lui-même, a publiquement mis en cause leur légitimité à exercer leur métier.

Ces méthodes sont inacceptables. Ce n'est pas seulement une attaque contre deux journalistes, mais un grave coup porté à la liberté de la presse.

Gaëlle Borgia, prix Pulitzer 2020, et Pauline Le Troquier sont des journalistes reconnues, intègres, professionnelles. Les menacer, c'est vouloir faire taire la vérité.

La CGT exige : l'arrêt immédiat des pressions et menaces (et même de menaces de mort contre l'une de nos consœurs). La protection de leur droit à exercer librement leur métier. Le soutien plein et entier des rédactions et des directions de France 24, RFI et TV5Monde.

La liberté d'informer n'a pas de frontières. Nous ne laisserons pas faire.

Solidarité totale avec nos consœurs Gaëlle Borgia et Pauline Le Troquier !